

24 mars 1995 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la formation universitaire et en alternance des ingénieurs de l'automobile et des transports et la politique de décentralisation universitaire pour le développement des régions, Nevers le 24 mars 1995.

Monsieur le maire,

- Madame le Président,

- Mesdames et messieurs,

- Je connais bien la Nièvre, j'y ai été élu pour la première fois il y a quarante-neuf ans et je ne connaissais pas ce lieu. Je savais bien qu'il y avait quelque part une industrie militaire, mais je n'avais jamais visité cet établissement et il a fallu que vous l'innoviez, pour en faire un lieu universitaire, en l'ouvrant au monde moderne, pour que j'en aperçoive l'importance, l'intérêt, la beauté. Dès qu'on arrive par la route, on voit cette grande ouverture, on s'aperçoit que quelque chose de grand est en train de s'édifier ici. Je vous en félicite et j'en suis ravi.

- En effet, je suis revenu très souvent dans ce département au cours de ces quatorze dernières années. J'y suis revenu plus souvent que je n'y reviendrai à ce même titre. Je ne sais même pas si, en dehors de mon vote de citoyen des 23 avril et 7 mai, j'aurai beaucoup d'occasions de revenir vous voir. On peut donc estimer que cette rencontre, autour de l'Institut supérieur de l'automobile et des transports de Nevers est une façon, pour moi, de vous dire au revoir.

- J'aime beaucoup revenir ici parce que j'aime observer les progrès, et les progrès sont très réels. Dans un département souvent difficile, où la démographie allait baissant avec l'attraction des grands centres urbains, phénomène constant dans le bassin parisien, il fallait beaucoup d'imagination et de travail, et je l'espère une bonne entente entre les responsables, au-delà de leurs clivages politiques, pour avoir des idées, les mettre en oeuvre et faire que ce département retrouve la voie de l'action, du dynamisme, de la création, du progrès. C'est ce qui a inspiré Pierre Bérégofoy, maire de cette ville. Je prononce son nom avec une certaine charge d'émotion, je n'en dirai pas davantage. Ce que vous avez dit, monsieur le maire, a retracé ce qui lui est dû, en particulier dans ces lieux. Il fallait comprendre que l'automobile, sous diverses formes, industrielles ou sportives, avait un devenir dans ce département. Vous le démontrez tous les jours. Je crois même que c'est Pierre Bérégofoy qui avait demandé à M. Aivazzadeh de définir les grandes orientations pédagogiques de cette future école d'ingénieur intégrée à l'Université de Bourgogne, dont je salue la Présidente.

- Je suis sensible à votre présence, madame, parce que la Nièvre c'est toujours sentie un peu en bordure de la Bourgogne, elle n'a jamais su exactement où elle se trouvait, en Bourgogne ou dans les pays du Centre. Je me souviens de la discussion qui eut lieu au Conseil général, lorsque les régions ont été créées, pour savoir où la Nièvre irait. On est arrivé à égalité de suffrages entre Dijon et Bourges. Et je dois dire, à ma courte honte, qu'originnaire par mon père de Bourges, et je m'exprime ici devant le maire de Bourges, c'est ma voix comme président du Conseil général qui a fait pencher la balance du côté de Dijon. C'est pour cela que je retourne toujours dans le Berry avec une certaine précaution, même si l'on m'y accueille gentiment. Et le fait que la Présidente

de l'Université de Bourgogne soit ici est pour moi un signe extrêmement important.\

Il faut que de plus en plus se développe l'enseignement dans cette ville, et l'enseignement supérieur, notamment, et je crois que c'est la voie que vous avez choisie. La preuve est faite.

- C'était une riche intuition de Pierre Bérégofoy qui est vite devenue réalité, car elle a coïncidé avec une décision prise par le Conseil des ministres le 26 septembre 1990, la mise en place d'une politique ambitieuse de nouvelles formations d'ingénieurs conformément aux conclusions d'un rapport qui avait été confié à M. Decomps.

- C'est une réforme considérable, croyez-moi, qui va transformer profondément notre industrie et notre système de formation. Nous avons toujours tenu à valoriser, parfois à l'excès, les tâches de conception, d'analyse, de synthèse. Or une industrie a d'abord besoin de cadres de production bénéficiant sans aucun doute d'une solide formation théorique mais très attachés aussi à la parfaite exécution des tâches concrètes qui sont celles des usines et des fabriques.

- La création, il y a deux siècles, des écoles des Arts et Métiers répondait à cet objectif, mais notre pays, faute de s'y attacher suffisamment, a accumulé par rapport à ses voisins, notamment l'Allemagne, des retards qui expliquent - j'en suis convaincu - la compétitivité parfois insuffisante de certaines industries. Talleyrand, dont j'ai dit récemment que je n'approuvais guère son action au service de la France, disait quand même très justement que le diable était dans les détails. Cette expression reste vraie et les étudiants qui sont là, les élèves qui doivent s'attaquer au moindre détail savent bien où se trouve le diable. C'est vrai que l'industrie comme c'est vrai en tout domaine.\

L'orientation qui s'est affichée en 1990 est venue combler une lacune. Je crois qu'elle a fait plus aussi. Elle a interrompu une tradition presque systématique de ne pas confier aux universités la formation des ingénieurs et de séparer presque toujours l'enseignement théorique et l'enseignement par l'alternance.

- Je me réjouis que vous apportiez là un exemple contraire. L'école que nous inaugurons illustre cette nouvelle approche. L'Institut supérieur de l'automobile et des transports de Nevers a une vocation nationale. C'est une unité de formation et de recherche, partie intégrante de l'université régionale. Ses étudiants sont recrutés sur dossier, sur la base d'un baccalauréat scientifique et technologique, après qu'un jury composé d'universitaires et de responsables d'entreprise ait approuvé leurs choix et leurs motivations. Donc, les futurs ingénieurs, nous en avons aperçu quelques uns en passant, dont la première promotion sera diplômée en juillet 1996, sont formés ici en cinq ans, pour partie par les moyens traditionnels, l'enseignement théorique qui reste nécessaire bien entendu, pour partie par des moyens de formation en alternance en entreprise. C'est pourquoi au conseil d'administration de l'Institut sont étroitement associés les industriels des transports, des transports terrestres, des écoles d'ingénieurs dont la vocation est proche et les organismes territoriaux et consulaires qui tous ont intérêt à ce que réussisse notre oeuvre commune.

- Je crois que tout ceci garantit la qualité de la formation reçue et permet d'augurer que les différentes promotions d'ingénieurs qui se succéderont ici trouveront les débouchés qu'ils ont en droit d'attendre. Vous m'avez dit qu'en 1999, après tout c'est dans peu de temps, 300 élèves ingénieurs seront en formation à Genève. Chaque année les entreprises de transports terrestres se disputeront les 60 ingénieurs diplômés comme les autres entreprises se disputeront les élèves ingénieurs diplômés des soixante et onze nouvelles formations d'ingénieurs qui ont été créées et qui accueillent déjà dans toute la France quelque 3000 étudiants. Ce succès montre bien que les réserves de ceux qui craignent la dispersion des formations supérieures hors des grandes villes universitaires sont des protestations vaines qui ne justifient pas la marche des choses. Je crois que l'Institut de Nevers travaille en relation avec de nombreuses écoles françaises d'ingénieurs et coopère avec des équipes de recherches européennes, en Angleterre, en Allemagne, en Grèce, au Portugal, en Italie, etc.

- Un laboratoire de recherche fonctionne depuis 1991 et accueille dix étudiants de troisième cycle. L'ouverture d'un deuxième laboratoire de recherche est à l'étude.\

C'est pour rendre ces évolutions possibles que j'ai toujours placé l'éducation, et en particulier

l'enseignement supérieur et la recherche, au tête des priorités de tous les gouvernements depuis

l'enseignement supérieur et la recherche, en tête des priorités de tous les gouvernements depuis 1981. Car il fallait augmenter les niveaux de formation et de qualification, les adapter aux réalités, aux besoins des entreprises, bref ouvrir au plus grand nombre cette forme de culture.

- En 1980, il y avait un million d'étudiants. Il était facile de prévoir qu'en 95, il y en aurait le double. Des études très simples nous permettaient de l'imaginer. Nous y sommes. Il a fallu mettre en place le plan université 2000, qui a mobilisé quelque 32 milliards de francs sur cinq ans, de 1991 à 1995, à parité entre l'Etat et les collectivités locales territoriales, afin de rééquilibrer la carte universitaire en créant des universités nouvelles qui nous manquaient, pour l'irrigation de dizaines de villes moyennes, par une politique ambitieuse de décolonisation : des villes qui se sentaient en somme exclues du mouvement général, du mouvement national. Que de fois avais-je regretté que Nevers fut en dehors des grands chemins qui permettaient de former les jeunes filles et les jeunes gens, ce qui présentait de graves inconvénients - que vous comprendrez tout de suite. Lorsqu'il s'agissait pour ces jeunes gens, qui arrivaient à leur vingtième année, de fixer leur propre vie et leur situation, eh bien ils ne revenaient plus à Nevers. Et quantité de nos cadres supérieurs était pratiquement exportée vers les grandes villes universitaires de la région parisienne, de Bourgogne ou d'Auvergne.

- On a donc rééquilibré la carte universitaire. J'ai lu, dans la note que j'ai sous les yeux, qu'ont été implantés 160 nouveaux départements d'IUT et qu'ont été créées, comme à Nevers, de nouvelles formations d'ingénieurs.

- J'espère que cette politique sera poursuivie. J'arrive, moi-même, au terme du temps consacré au service public. Il y a toujours un terme, il ne faut pas s'en étonner. Et il faut l'assumer en veillant à ce que ceux qui viendront soient en mesure de poursuivre la tâche, selon leurs conceptions. Mais comment pourrait-on avoir une autre conception que le développement du savoir, de la connaissance, de la capacité à développer une ville, un département, une région avec une jeunesse formée aux meilleures disciplines industrielles ? Je crois que l'accès du plus grand nombre de jeunes à l'enseignement supérieur, auquel on n'échappera pas, n'est possible que par un développement décentralisé. Toutes les capitales de nos départements doivent disposer progressivement d'une structure professionnelle et intellectuelle. La jeunesse se passionnera, cela entraînera des familles, cela fixera des familles, donc cela rétablira un certain courant démographique, créera partout l'émulation, renforcera le tissu économique. Voilà le chemin parcouru, ou que j'aurais désiré voir parcourir par la France au cours de ces quatorze dernières années. Je crois qu'il est considérable. Je pense que d'autres feront plus encore demain. Aujourd'hui sont accueillis plus de 1100 étudiants ici, en classes préparatoires aux grandes écoles, en sections de techniciens supérieurs, en diplôme d'études générales de droit, en IUT, en scolarité à l'Institut supérieur de l'automobile et des transports.\

Voilà quelques témoignages qui montrent que la Nièvre vit, qu'elle bouge. Et lorsqu'il s'agit de faire les bilans - parce qu'en général les bilans il vaut mieux les faire soi-même, en laisser le soin aux autres est quand même assez imprudent - je ne dirais pas que je suis satisfait de, tout loin de là, mais je pense que la volonté créatrice a pris le pas sur un instinct de conservation - ou conservateur - excessif qui habitait une large partie de la France, et surtout la France provinciale dont je suis. Je ne suis pas Nivernais mais je suis provincial et ayant représenté directement ce département pendant trente-cinq ans, toujours élu au même endroit par les mêmes familles, je peux dire que j'ai pu constater, moi-même, de quelle façon les différentes générations de jeunes gens venus de tous les milieux sociaux et professionnels se révélaient aptes à entrer dans la vie moderne et à la maîtriser. Pour moi, cela a été une grande joie.\

Vous voyez maintenant que nous sommes entrés dans une période électorale dont nous ne sortirons que dans un mois, au premier tour, et dans un mois et demi, au deuxième tour du scrutin de l'élection présidentielle. Il y a beaucoup de candidats. Au fond, qu'est-ce qu'on se dispute ma succession ! Je le vois bien. Ma fonction présente de l'intérêt et aussi quelques inconvénients, mais mon successeur ne le saura que plus tard. Je lui souhaite donc, de toute façon, bonne chance. En attendant, pendant les quelques semaines qui restent devant moi et devant nous il est normal que l'ensemble des formations politiques soutiennent des candidats d'opinions diverses. Chacun réussira ou s'imposera selon ses qualités, ses moyens, ou

l'importance du courant d'opinion qu'il représente. Je n'ai pas à me substituer à l'opinion des citoyens, même si j'ai mon opinion de citoyen. Mais cela crée, forcément, je ne dirai pas un certain désordre dans l'Etat, - une démocratie sans élection serait une drôle de démocratie, il faut donc en passer par là - et, au moins, il faut que pendant ces périodes il existe des points fixes. Et je me suis donné comme tâche, jusqu'au 7 mai 1995, d'être ce point fixe là pour la France.

- Il ne me reste plus beaucoup de temps pour voyager, pour rencontrer nos concitoyens, aujourd'hui c'était le Cher à Bourges, et je vous en remercie, monsieur le maire, et cet après-midi la Nièvre, et je vous en remercie également. La liste sera vite close et c'est pur moi une sorte de satisfaction de penser que je serai revenu dans le Cher, dans le pays de mes pères, et dans la Nièvre, dans le pays de ma vie.\